

Initiatives ministérielles

pressions, ces dernières auront encore plus de mal à faire face à ces problèmes.

Le gouvernement du Canada a créé un cercle vicieux dont personne ne peut s'échapper. Ceux qui en souffriront le plus sont ceux que, à mon avis, tous les Canadiens souhaitent protéger le plus, les malades, les pauvres, les handicapés, ceux qui ont besoin des services offerts dans le cadre de bon nombre des programmes auxquels met fin ce projet de loi.

Nous portons ainsi un autre coup dur aux jeunes Canadiens qui comprennent désormais jusqu'à quel point les épreuves qui les attendent seront difficiles, étant donné les compressions des subventions pour l'enseignement postsecondaire, les réductions des programmes d'emplois d'été pour les jeunes et les mesures prises contre les jeunes fréquentant les établissements d'enseignement postsecondaire, à qui l'on impose des frais administratifs de 3 p. 100 sur leur demande de prêts, et ainsi de suite.

Il est important que tous les députés comprennent que si la politique du gouvernement est de pousser le Canada au bord de la récession simplement pour satisfaire l'obsession du gouverneur Crow qui veut juguler l'inflation à tout prix, ils doivent alors également comprendre qu'il faut mettre sur pied des programmes visant à protéger les Canadiens les plus démunis.

Mme Joy Langan (Mission—Coquitlam): Monsieur le Président, les Canadiens se souviendront du gouvernement longtemps après que celui-ci aura quitté les banquettes ministérielles. Ils s'en souviendront comme d'un gouvernement qui a opprimé les pauvres, les femmes, les autochtones et les travailleurs pendant la période où il était au pouvoir, le temps de deux mandats. Ils s'en souviendront comme d'un gouvernement qui a baïllonné tous ceux qui ont crié «Grâce!», mêmes les députés de l'opposition.

• (1240)

Ils s'en souviendront comme d'un gouvernement qui a refusé de les écouter même quand ils ont manifesté officiellement leur mécontentement en utilisant toutes sortes de moyens, des pétitions, des manifestations et les audiences de comités législatifs. Ils s'en souviendront comme d'un gouvernement qui a souvent déclaré: «Nous avons entendu les Canadiens.», mais qui a toujours oublié d'ajouter: «Sans pour autant les écouter.»

Après son élection en 1984, le gouvernement a entrepris de réaliser les prédictions que formulait George Orwell dans son ouvrage *1984*.

Dans une récente déclaration, le ministre a demandé aux travailleurs de se plier à la limitation des salaires. Il a affirmé qu'il ne voulait pas revivre les événements tragiques qui ont marqué le début des années 1980. Ces événements n'étaient aucunement liés aux salaires des travailleurs. Les tragédies qu'on a connues au début des années 80 étaient attribuables à de mauvaises politiques économiques libérales et, plus tard, conservatrices.

C'est au début des années 80 que sont réapparues, pour la première fois depuis la grande dépression, les banques d'alimentation. C'est à cette époque que les syndicats ont dû créer des centres d'action pour les chômeurs partout au pays, afin d'aider les travailleurs, syndiqués ou pas, à survivre et à subir le contrecoup d'une mauvaise politique économique. Aucun d'entre nous ne veut revivre ces années.

Remarquez bien ce que je dis, monsieur le Président. La voie dans laquelle le gouvernement conservateur s'est engagée est une recette infallible pour que les banques d'alimentation connaissent une croissance plus rapide que toutes les autres banques du pays et que les centres d'action pour les chômeurs soient remis en activité pour s'occuper des travailleurs dépossédés et laissés pour compte par le gouvernement.

Je voudrais demander au ministre—je suis désolée qu'il soit parti—de me signaler une seule prestation d'aide sociale qui a fait augmenter suffisamment le taux d'inflation au Canada pour que cela se répercute sur le programme économique du gouvernement ou sur le déficit. D'une part, il demande aux Canadiens d'être patients et, d'autre part, il déclare qu'il va plafonner les dépenses gouvernementales. Je trouve cela scandaleux. C'est scandaleux parce que le plafonnement dont il parle est en fait le plafonnement des fonds destinés aux plus pauvres. Une fois encore son gouvernement fait payer les pauvres, les chômeurs, les étudiants, les malades et les gens âgés afin de boucler son budget et de réduire le déficit budgétaire.

M. Parker: Ce sont des politiques de droite.

Mme Langan: Le député fait observer que ce sont des politiques de droite et il a parfaitement raison. Avec des politiques de droite, le gouvernement peut favoriser ses amis aux dépens des pauvres.

Je voudrais parler du titre de ce projet de loi: Loi sur la compression des dépenses publiques. Si j'avais pensé un seul instant qu'il s'agissait d'une loi sur la compression des dépenses publiques et non d'une loi visant à opprimer